

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

Abdoulaye GUEYE, *Les intellectuels africains en France*. Préface de Babacar Sall. Paris, L'Harmattan. Collection « Sociétés africaines et diaspora », 2001, xvi + 272 p., bibliogr., index.

par Issiaka Mandé

*Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 2-3, 2002, p. 299-300.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/007084ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

les sites symboliques et archéologiques significatifs pour ce groupe autochtone. Le résultat d'une telle enquête peut conduire à contester, mettre en doute, les identifications et les classifications officielles et à établir des zones qu'il faut absolument protéger.

Un cas intéressant, décrit avec beaucoup de soin, est le projet de prolonger une ligne de chemin de fer linéaire reliant le centre du continent australien au Nord (d'Alice Springs à Darwin). Les auteurs, en travaillant de très près avec les populations aborigènes locales, ont proposé des modifications au tracé dans le but de conserver des sites significatifs pour ces premières nations. Ils considèrent aussi que leur approche participative a fait naître une forme de prise de pouvoir (*empowerment*) de la part des collectivités aborigènes.

Cet ouvrage constitue une référence pédagogique qui devrait être employée dans les cours d'anthropologie et de sociologie appliquées. Ceux qui seraient toutefois tentés par une réflexion plus théorique et critique sur les études des impacts sociaux des projets de développement, en territoire autochtone ou pas, y trouveront quelques éléments, mais devront consulter d'autres ouvrages. Le point de vue pratique choisi par les auteurs porte fruit, mais dresse aussi ses propres limites.

*Louis Guay (louis.guay@soc.ulaval.ca)*  
*Département de sociologie*  
*Université Laval*  
*Québec (Québec) G1K 7P4*  
*Canada*

---

Abdoulaye GUEYE, *Les intellectuels africains en France*. Préface de Babacar Sall. Paris, L'Harmattan. Collection « Sociétés africaines et diaspora », 2001, xvi + 272 p., bibliogr., index.

Cet ouvrage d'Abdoulaye Gueye est l'aboutissement d'une longue interrogation sur *les intellectuels africains en France*. Il s'inscrit d'emblée en porte-à-faux par rapport à la problématique de la « fuite des cerveaux » pour introduire celle, plus féconde, de l'expatriation des intellectuels africains en France. Son analyse est assurément une gageure dans le contexte actuel de la France, fait de débats quelquefois outranciers entre des *africanistes* (vocabulaire de plus en plus récusé) et des jeunes universitaires africains. Cette controverse n'a pas toujours encouragé l'exercice de l'intelligence quand elle n'a pas même manifesté son abdication par moment. Aussi, l'auteur, outre les éclairages nouveaux qu'il apporte sur les désaccords, invite-t-il à voir dans les problèmes soulevés ni des « sanglots de l'Africain » qui geint sur ses malheurs généalogiques ni l'expression de thuriféraires du multiculturalisme voulant déclinier la société française en communautés d'appartenance.

On apprécie encore mieux le travail d'Abdoulaye Gueye quand il nous engage de manière hardie dans les dédales de la sociologie de l'intégration. On regrette alors que celle-ci se soit intéressée presque exclusivement aux communautés africaines pour la reproduction de modèles socio-culturels inadaptés en Europe en raison de l'exclusion dont elles sont victimes du fait de l'idéologie assimilationniste de la société française. Il appréhende plutôt, pour sa catégorie d'analyse, un corps social qui refuse l'enfermement dans le communautarisme ou les affirmations ethniques et qui manifeste son fort désir d'intégration sociale par la reconnaissance des prérogatives de son statut d'intellectuel. Toutefois ces Africains se

nourrissent des représentations de leur continent d'origine au point de l'idéaliser, de nier les évolutions sociopolitiques en cours et les trajectoires historiques qui mettent à mal l'unité africaine. De ce fait, on est tenté de voir l'émergence d'une identité propre, entretenue par les interrelations entre la France et l'Afrique. Et l'auteur de nous mettre en garde que même si ces Africains affirment une identité construite culturellement, politiquement ou idéologiquement, cette quête ne s'exprime pas sur un mode de conflit mais sur celui de l'échange interculturel qui fonde la sociabilité de ces personnalités hautement qualifiées. En effet, bien que faibles numériquement dans la diaspora africaine, les intellectuels connaissent également les affres de l'exclusion ou d'une situation en marge de la légalité résidentielle. C'est pourquoi l'auteur souligne les dynamiques d'organisation sociale faites quelquefois de stratégies économiques informelles et de la formation de groupes, voire de réseaux mutualistes.

Abdoulaye Gueye réfute l'idée d'une « classe intellectuelle africaine en France comme une entité figée, a-historique ». Dans un premier temps, il entreprend de revisiter les concepts qui fondent son analyse et étudie la formation de la diaspora intellectuelle africaine en France sur deux générations. En effet, ses analyses portent sur un temps conjoncturel et mettent en évidence deux phases : les années 1950-1970, quand les intellectuels valorisaient l'enracinement en terre africaine. Pour eux, c'était la seule façon de favoriser l'ascension politico-économique de leur continent. Deux éléments à prendre en compte ici sont d'une part la nécessité pour les pays africains de se doter de cadres au lendemain des indépendances et d'autre part, l'engagement décennal, qui faisait obligation à ceux qui avaient bénéficié des moyens de l'État de revenir le servir pendant au moins dix ans à la fin de leurs études. Mais les décennies 1960 et 1970 constituent celles du désenchantement et préparent la nouvelle époque. Depuis les années 1980, la diaspora intellectuelle africaine s'est accrue en France à cause des crises économiques et des plans d'ajustement structurels en Afrique. Très souvent, les solutions destinées à enrayer le marasme ont poussé à l'errance les intellectuels déjà établis, et vers des projets migratoires les intellectuels en formation.

Sans engager de polémique avec les chercheurs qui réaffirment benoîtement les édits de la République pour mieux vitupérer, dans leurs écrits, contre les intellectuels africains, Abdoulaye Gueye relève les difficultés que ces derniers ont à s'insérer dans le milieu scientifique et universitaire en France. Cette conjoncture particulière et la suspicion des administrations font de la France un « espace rebond » pour les Africains qui vont monnayer parfois leurs compétences en Amérique du Nord notamment, où ils font moins figure de « nouveaux barbares ».

*Issiaka Mandé (mande@ccr.jussieu.fr)  
Université Paris 7 Denis Diderot  
Laboratoire Sedet, 7063  
2 place Jussieu, case 7017  
75251 Paris cedex 05  
France*

---